



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Déclaration de l'Archevêque de Bangui : « ceux qui tuent et chassent leurs propres frères ne sont pas chrétiens »

Bangui (Agence Fides) – « Ceux qui se proclament chrétiens et appartiennent aux (milices NDT) antibalaka ne doivent pas croire être cohérents avec leur foi. Il n'est pas possible de se dire chrétien et de tuer son frère, de le brûler, de le détruire. Il n'est pas possible d'être chrétien et de chasser son propre frère ». C'est en ces termes que S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui, condamne avec force, dans un entretien accordé à Radio Vatican, les actions des milices antibalaka, souvent décrites comme « chrétiennes », responsables de violences à l'encontre des musulmans, violences qui ont contraint des milliers de personnes à s'enfuir.

Mgr Nzapalainga rappelle avoir écrit une Lettre qui « condamne les violences et le recours à la force pour prendre le pouvoir » ainsi que ceux qui « manipulent les jeunes » à des fins politiques.

Amnesty International a pour sa part dénoncé le « nettoyage ethnique » en cours, en particulier dans l'ouest de la Centrafrique à l'égard des communautés musulmanes, composées de centrafricains et d'immigrés provenant d'autres pays africains (le Tchad en particulier mais aussi d'Etats plus éloignés comme la Mauritanie). La FAO a, à son tour, lancé l'alarme s'agissant de la pénurie de nourriture, causée par plus d'un an d'instabilité. L'arrivée des rebelles de la Seleka puis le chaos provoqué par les milices antibalaka ont en effet empêché d'effectuer les semailles. En outre, une bonne partie des commerces appartiennent à des musulmans et leur fuite a contribué à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Ainsi que l'indique à l'Agence Fides le Père Aurelio Gazzera, missionnaire carme, à Bozoum, ce sont 2.500 musulmans qui ont été contraints à trouver refuge au Tchad. « Le départ des musulmans et des peuls aura de graves conséquences. Déjà, les prix des produits importés (savon, carburant, huile, sel, sucre) ont augmenté de 50 à 100% alors que la vente des produits agricoles est devenue difficile par manque de clients ».

Le Père Gazzera, qui s'est battu comme il a pu pour protéger les musulmans des violences, indique que le petit contingent de la MISCA (la mission africaine en Centrafrique) a été retiré de la ville, alors même qu'il a fait bien peu pour contenir les milices antibalaka. « Mais comment peut-on laisser une ville dans cet état ? Il n'y a aucune autorité – le Préfet étant absent depuis deux mois – et il n'est pas possible de limiter la violence » commente le missionnaire qui entrevoit comme « unique solution, le réveil de la conscience et de la responsabilité chez les habitants ». (L.M.) (Agence Fides 13/02/2014)